



Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social  
Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Fédération Syndicale Unitaire



REGION Île de France-Outre-Mer  
[snpes.pjj.fsu.idf@gmail.com](mailto:snpes.pjj.fsu.idf@gmail.com)

## Déclaration liminaire

### Comité Social d'Administration Île-de-France et Outre-Mer des 9 et 10 mars 2023

Depuis le premier jour de mobilisation du 19 janvier dernier, à chaque journée d'action interprofessionnelle, c'est plus d'un million de manifestant.e.s du secteur public, comme du privé, qui expriment leur opposition à la réforme gouvernementale des retraites injuste et brutale. Plus de 90% des salarié.e.s se disent totalement opposé.e.s au choix du gouvernement de reculer l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Dans toute la France, les rassemblements et les manifestations ont atteint des niveaux massifs. Ainsi, la mobilisation du 7 mars a été un véritable succès contestataire.

Ces mobilisations sont la démonstration de la colère de la population après des mois d'inflation brutale des prix, de régression des salaires et de l'inaction de l'exécutif en matière de pouvoir d'achat. Le gouvernement n'est pas sourd mais cynique. Les uns après les autres, leurs arguments tombent :

- Non, l'âge de recul de la retraite n'a pas pour but de sauver le système par répartition. Il a pour objectif de ne pas revenir sur les exonérations de cotisation sociale dans le secteur privé pour garantir les dividendes des actionnaires. Il en va de même dans le secteur public, la politique salariale de prime, vient se substituer à une revalorisation des grilles indiciaires et par la même des cotisations sociales pour financer les caisses de retraites.
- La réforme des retraites est « une réforme de gauche » selon Olivier DUSSOPT, grâce à la garantie d'une retraite minimale à 1200€ pour les salariés ayant leurs 43 années de cotisation au SMIC. Ignore-t-il que pour les personnes ayant les plus bas salaires, leur carrière sont marquées du sceau de la précarité ? Devons-nous en rire ou en pleurer ?

A la PJJ, certains territoires ont atteint des chiffres records de grévistes et des services ont été en grève à 100 %. La réalité du projet de réforme des retraites Borne/Macron est de nous faire toujours travailler plus pour gagner moins.

Le SNPES-PJJ-FSU IDF/OM continue d'affirmer que cette réforme va impacter de nombreu.se.s professionnel.le.s qui vont être pénalisées d'avoir fait le choix de faire des études, d'avoir des enfants, de travailler à temps partiel. Elles et ils auront le choix de travailler jusqu'à 70 ans, de vivre dans la misère, ou de dépendre de leur conjoint. Devons-nous vous rappeler que ces collègues sont surtout des femmes ?

Le 8 mars, le SNPES-PJJ/FSU IDF/OM et l'ensemble des professionnel.le.s se sont mobilisé.e.s pour dire OUI à l'égalité femme-homme et NON à la réforme des retraites. Celle-ci est une inégalité de plus, une violence de plus faite à toutes les femmes.

Dans ce contexte, la récupération politique de la commémoration de la mémoire de Gisèle Halimi par le Président de la République est un opportunisme vulgaire, une honte. Son fils, Serge Halimi s'est désolidarisé de cette journée et a communiqué une dépêche à l'AFP: « La présidence de la République m'a subitement informé, en même temps que la presse, qu'elle allait organiser un hommage à ma mère mercredi prochain lors de la journée internationale des droits des femmes. Je n'y participerai pas. La décision de l'Élysée, intervient après plus de deux ans de tergiversations et alors que le pays est mobilisé contre une réforme des retraites extrêmement injustes dont les femmes qui occupent les métiers les plus difficiles seront les premières victimes. Ma mère aurait défendu leur cause et manifesté à leurs côtés. Le 8 mars, ce sera la meilleure façon d'honorer sa mémoire et ses combats ».

Monsieur le président nous siégeons aujourd'hui au premier CSA de l'année 2023. Celui-ci a, entre autres, pour ordre du jour :

- Le plan égalité-diversité
- L'allocation des moyens 2023
- La note inter-régionale relative à la Mission Educative Auprès du Tribunal
- La synthèse du déploiement du code de justice pénale des mineurs.

L'ensemble des documents que vous nous présentez ne sont ni ambitieux, ni respectueux de la loi et des professionnel.le.s en ce qui concerne leurs conditions et leur climat de travail.

A la PJJ, le SNPES-PJJ/FSU IDF-OM a porté depuis de nombreuses années, haut et fort l'accompagnement des femmes victimes de violences sexistes et sexuelles, nombreuses sont les collègues à nous solliciter, nous continuerons donc de nous engager à leurs côtés. Nous le savons toutes et tous, l'accompagnement des professionnelles restent un parcours de combattantes et la PJJ, à l'image du gouvernement, se défausse et ne prend pas ses responsabilités. De la même façon, l'accompagnement des jeunes filles victime de violences sexistes et sexuelles, nous interroge quant au manque criant de moyen pour leur mise à l'abri.

Nous vous demandons d'avoir une politique audacieuse pour l'inter-région IDF-OM dans le plan égalité-diversité. Nous avons travaillé conjointement avec l'administration sur ce sujet, mais Monsieur le président du CSA, les comptes n'y sont pas ! Le SNPES-PJJ-FSU/ IDF-OM saura au cours des débats vous rappeler l'écart qui existe entre vos documents et la réalité !

Comme chaque année, nous vous demandons d'enfin faire preuve d'une ambition budgétaire volontariste afin de permettre aux territoires carencés de rattraper leur retard et non de prévoir des dépenses au grés des « urgences ». Nous vous demandons de tenir compte des déficits humains et structurels existants dans certains départements et territoires d'Outre-Mer, de la saturation des services publics impliquant une adaptation de l'activité par défaut.

Le SNPES-PJJ-FSU/IDF-OM, vous demande de ne pas être à l'image de ce gouvernement entendez notre colère, NON, nous ne voulons plus de paroles, d'engagements non tenues, mais des actes pour

toutes et tous. Nous attendons de vous que vous ne fassiez plus preuve d'une empathie de façade. Nous vous invitons donc à écouter notre parole et à prendre en considération nos propositions.



ENGAGE-ES  
POUR LUTTER  
CONTRE LES  
VIOLENCES  
FAITES AUX  
FEMMES



**En lutte contre les inégalités de sexe et de genre !  
Contre les violences sexuelles et sexistes !**